



HEI Comet

Un petit impact sur l'Institut, une grande bouffée d'O₂ pour les étudiants



Dans ce numéro,
le Comet s'écrase sur :

L'AMÉRIQUE DU SUD



LE PROCHAIN
NUMÉRO DU COMET
SERA CONSACRÉ À
L'ASIE

SI L'ENVIE D'ÉCRIRE
VOUS ASSAILLE,
N'HÉSITEZ PAS À
ENVOYER UN MAIL À :

COMET@HEI.UNIGE.CH

(TOUT COMMENTAIRE EST FORTEMENT ENCOURAGÉ;
ET LES ÉLOGES RÉCOMPENSÉS)

L'équipe du journal :

Antoine Perret, Martin Roch, Jean-Claude Vignoli

Graphisme :

Vincent Clavien

Relecture :

Odile Rittener

Rédactrices et rédacteurs :

Paula M. S. Camacho, *4ème année Science politique*

Vesna Dimocovski, *DESS RI, Strasbourg*

Pascal Greez, *3ème année HEI*

Matthias Nowak, *4ème année histoire économique*

Iván Ovando, *4ème année HEI*

Camille Perret, *2e année de sociologie, Grenoble*

Renato Ponciano, *profession inconnue*

Odile Rittener, *4ème année HEI*

Federico Saenz, *DEA économie, Genève*

Deborah Schmidiger, *4ème année HEI*

Jorge E. Viñuales, *assistant à l'université de Genève*

Dépôt légal : Octobre 2004, Genève

Reprise du contenu des articles autorisée avec mention
de la source.

comet@hei.unige.ch

SOMMAIRE

1ÈRE PARTIE : DOSSIER AMÉRIQUE DU SUD

- 4 Au-delà des clichés : Bogota
- 5 La liberté d'expression et d'opinion en Colombie
- 6 Guatemala : making sense of a future identity
- 7 Une difficile transition démocratique
- 9 Prosecuting human rights violation in Argentina
- 10 The Secoyas Versus Goliath
- 12 Condor et îles flottantes
- 13 Le côté obscur de Fujimori
- 14 Le Chili : histoire d'une démocratie protégée
- 16 Sortir et manger latino à Genève

2È PARTIE : MÉTÉORITES SUR LE CAMPUS

- 17 Le GIMUN, ou comment jouer au maître du monde
- 18 Odile sur orbite
- 19 Tribune de la SAC
- 19 Le carré des anciens
- 20 Comet pratique

3È PARTIE : LE RESTE DE L'UNIVERS

- 21 La trajectoire cinématographique
- 22 La chronique culinaire stellaire
- 23 La Grosdurattitude

Ce journal sera consultable sous format électronique sur le site de la SAC «<http://heiwwww.unige.ch/sac/>».
Remerciements à cette association, sans qui ce journal n'aurait pu voir le jour.

Les articles de ce journal ne reflètent que le point de vue de leurs auteurs, et les fautes d'orthographe sont déposées auprès du journal.

Deux ans, voilà le temps qu'il aura fallu au journal des étudiants d'HEI pour ressusciter : HEI Comet, un changement de nom, de ton, mais aussi une nouvelle mise en page pour marquer la renaissance avec beaucoup d'enthousiasme.

Tout au long de l'année, chaque numéro sera divisé en trois parties (à la française) : en premier, un dossier présentant une région du monde; ensuite, une visite de la comète HEI, où l'institut nous révèle ses secrets; pour terminer, la dernière partie est consacrée à la vie en dehors de l'université. Cette structure ne respecte pas les canons journalistiques en vigueur, mais comme vous le découvrirez, les choix d'articles non plus. A force de séparer l'utile de l'agréable, nous avons tous fini par croire que les deux sont antagoniques. Nous souhaitons y remédier, et vous convaincre du contraire.

Ce premier numéro part à la découverte de l'Amérique Latine, continent qui regorge d'histoires de galions naufragés et de ruines de cités mythiques. De nombreux aventuriers ont poursuivi la légende de l'Eldorado, et encore aujourd'hui, des voyageurs rêveurs se laissent bercer par cette légende. La traversée de ce continent vous fera partager quantité d'anecdotes, et bien souvent la réalité dépassera la fiction : tant les politiciens que les paysages vous paraîtront incroyables. Passant de la pampa argentine au président péruvien (qui se découvre une nationalité japonaise pour fuir avec les caisses de l'Etat), continuant par le désert d'Atacama au Chili et le parti PRI mexicain, l'Amérique Latine est une fiction pour nos yeux d'Européen. Dans ce dossier nous tenterons de vous conter un bout, un tout petit bout, de ce si grand continent.

Mais n'oublions pas notre cher Institut et ses potins, où l'on observera mieux les jardiniers depuis notre orbite ainsi que les fantômes d'HEI, ces anciens qui hantent nos murs et qui nous soutiennent malgré tout, comme par exemple lors du GIMUN. Les Ecossais n'avaient peut-être pas si tort, la vie de château peut être dangereuse.

Pour finir, comme vous le savez peut être (des rumeurs l'affirment, en tout cas), il y a une vie en dehors de l'Institut; alors pour avoir un semblant de politique extérieure, nous vous entretiendrons un peu du reste du monde, avec par exemple, une analyse du phénomène des «gros durs». Ou plus sérieux, et afin de pouvoir distinguer le bon grain de l'ivraie, nous vous offrirons une rubrique cinématographique relative au dossier, que vous pourrez parcourir en mangeant un gâteau au chocolat préparé selon notre recette maison : il vous ravira les papilles !

Antoine et Jean-Claude

AU-DELÀ DES CLICHÉS : BOGOTA

Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez à la Colombie ? La violence quotidienne du style «La Vierge des Tueurs» ou plutôt le stéréotype hollywoodien de «Dommage collatéral» à la Schwarzy ? Encore mieux : une vaste jungle profonde, chaude et humide où les FARC sont omniprésentes et pourchassent ?

Et si je vous disais qu'en ce moment j'écris cet article depuis mon appartement à Bogota, sur mon portable et branchée sur internet. La vue par la fenêtre est splendide : à 3'000 mètres d'altitude se dresse «Monserrate», montagne emblématique de la ville, avec sa majestueuse église au sommet. Au loin, le bruit de la ville ressemble à celui de n'importe quelle grande ville du monde.

Parce que Bogota est comme n'importe quelle grande ville du monde ! On y trouve des théâtres, cinémas, centres commerciaux, bibliothèques... C'est une ville qui grouille de choses intéressantes à faire et à découvrir.

Il y a trois jours, je me suis rendue à une pièce de théâtre réalisée par la troupe «la Candelaria». C'était une adaptation du célèbre Don Quichotte de Cervantès, avec beaucoup d'humour et des touches très colombiennes qui la rendent drôle et intéressante. La Candelaria est l'une des troupes de théâtre les plus connues de l'Amérique Latine. La maison, où sont présentées la plupart de leurs pièces, se trouve dans le quartier de la Candelaria (d'où le nom de la troupe) en plein cœur de Bogota.

La Candelaria est le quartier colonial et l'un des plus beaux de la capitale. Ces maisons peintes de diverses couleurs abritent des cafés, restaurants, lieux branchés et autres points de rencontre pour les habitants. Tout autour du quartier, beaucoup d'universités (Bogota est pleine d'universités de toute sorte) ont établi leur siège. C'est pourquoi, en se promenant à midi et après les cours, on pourrait croire que c'est comme une petite ville étudiante.

Au bout des petites ruelles de la Candelaria et en marchant direction occidentale, on arrive à la Plaza de Bolivar autre lieu symbolique de Bogota. Comme à Rome, Madrid ou Paris, les pigeons sont les fidèles compagnons de ceux qui s'y promènent ou se retrouvent entre deux rendez-vous. La place est entourée par le Palais de Justice, la Cathédrale «Primada de Bogota» et le siège du Parlement.

Non loin de la Plaza de Bolivar, à côté de la Banque de la République, on peut visiter le Musée de l'Or. Celui-ci réunit presque toutes les pièces élaborées en or il y plus de cinq cent ans par les différentes tribus indigènes qui peuplaient le territoire colombien. C'est une exposition intéressante non seulement pour les touristes mais

aussi pour les Colombiens, car elle leur permet de mieux connaître une partie de leur passé avant l'arrivée des conquistadors. La partie la plus impressionnante du musée est une petite pièce nommée la Salle Dorée. Lorsque tous les visiteurs sont installés dedans, on commence à entendre des bruits de la nature comme des oiseaux, de l'eau et de la musique indigène. Tout cela dans le noir le plus absolu. Petit à petit la lumière apparaît et tout autour de manière quasi magique on aperçoit des centaines et des centaines de pièces en or de toute taille et forme. Il s'agit de recréer l'ambiance qui régnait au temps des indigènes dans la lagune de «Guatavita» à quelques heures de Bogota. Toutes les pièces en or représentent les offrandes que le peuple de El Dorado donnait au nouveau cacique élu par les dieux. De cette lacune et de ce mythe est née la légende d'Eldorado...

Finalement, pour conclure la visite du centre de Bogota, on peut se rendre juste à côté du Musée de l'Or pour visiter un petit marché d'artisanat colombien. On trouve des bijoux, de la poterie, des sacs tissés, de la maroquinerie... Et on peut s'installer dans le petit café au centre du marché pour goûter au délicieux «Cafe de Colombia», tout en bavardant avec les gens autour...

Paula M. Saenz Camacho



Bogota

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'OPINION EN COLOMBIE

Le conflit armé qui oppose depuis plus de quarante ans le gouvernement colombien à plusieurs groupes de guérillas, notamment les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), se caractérise par un nombre alarmant de violations du droit international humanitaire ainsi que des droits de l'homme.

La liberté d'expression et d'opinion est un droit fondamental reconnu par de très nombreuses conventions internationales. Cette liberté implique, en théorie, la possibilité pour chaque individu de rechercher, recevoir et diffuser librement des informations et des opinions par n'importe quel moyen de communication. Les démocraties sont censées garantir la jouissance de ce droit à tous les citoyens, sans aucune discrimination.

En Colombie, cette liberté est cependant largement bafouée. Des journalistes, des syndicalistes, des enseignants et de nombreux défenseurs des droits de l'homme sont en effet quotidiennement victimes de menaces, d'attaques, d'enlèvements, voire d'assassinats. Dans la majorité des cas, ce sont les groupes paramilitaires, avec en tête de lice les FARC, qui commettent ces violations.

Dans le système juridique et politique colombien, il existe divers mécanismes de garantie et de protection de la liberté d'expression et d'opinion. La Constitution de 1991, par exemple, prévoit des lois spécifiques protégeant la liberté de la presse écrite. Au début de l'année 2000, le Ministère de l'Intérieur a créé le Programme de protection des journalistes ainsi que le Comité de réglementation et d'évaluation des risques, dans le but de limiter les attaques contre les journalistes et d'assurer une meilleure protection de ces derniers. La collaboration institutionnalisée entre le gouvernement colombien et quelques ONG locales (notamment la Fondation pour la liberté de la presse - FLIP) vise également à réduire le nombre d'attaques à l'encontre des journalistes, syndicalistes, enseignants et défenseurs des droits de l'homme.

Toutefois, et malgré ces prémisses de coopération entre l'État et la société civile, depuis l'arrivée au pouvoir du président Álvaro Uribe en 2002, la situation en matière de protection de la liberté d'expression et d'opinion s'est passablement dégradée. La nouvelle Politique de sécurité démocratique (2003), le Statut antiterroriste (entré en vigueur en juin 2004), ainsi que les réformes structurelles de l'organisation de l'État colombien ont eu des effets très négatifs sur la liberté d'expression dans le pays. Sous couvert de la nécessité de renforcer la «sécurité nationale», le gouvernement colombien a en effet délibérément limité les garanties constitutionnelles des droits de l'homme les plus fondamentaux. Le manque d'efficacité de la plupart des politiques de protection, les cas allégués de corruption, l'absence de

contrôle étatique dans certaines régions dominées par les groupes paramilitaires, les connivences entre certains services publics et les milices engagées dans le conflit armé, tous ces facteurs entraînent eux aussi une restriction drastique de la liberté d'expression dans le pays.

Au niveau régional, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a mandaté depuis 1997 un Rapporteur spécial sur la liberté d'expression. Ce dernier a pour mission de promouvoir et de protéger cette liberté dans tous les pays membres de l'Organisation des États américains. La Commission des droits de l'homme de l'ONU a, elle aussi, créé un système de Rapporteurs spéciaux thématiques, dont le Rapporteur spécial sur la liberté d'expression et d'opinion qui examine la mise en oeuvre de ce droit dans tous les pays et formule régulièrement des recommandations à ce sujet. Ces deux mécanismes - régional et onusien - n'ont pourtant pas eu jusqu'ici d'impact majeur en Colombie, ceci particulièrement à cause de l'absence de contrôle étatique dans les régions dominées par les groupes de guérilla.

Le développement de la liberté d'expression et d'opinion restant un pré-requis essentiel à l'établissement d'un État de droit en Colombie, les acteurs qui violent les droits de l'homme devraient à tout prix être traduits en justice. Le gouvernement du Président Uribe gagnerait à rendre les procédures judiciaires plus transparentes et plus efficaces, afin d'en finir définitivement avec le cercle vicieux de l'impunité. Les autorités auraient également grand intérêt à renforcer leurs programmes de protection des journalistes, syndicalistes, enseignants et défenseurs des droits de l'homme. Certes, beaucoup reste à faire pour garantir la sécurité de ces catégories de professionnels; mais n'oublions pas que sans la sécurité au niveau individuel, il ne peut pas y avoir de véritable sécurité au niveau national.

Vesna Dimcovski

THE INEXISTENT GUATEMALAN : MAKING SENSE OF A FUTURE IDENTITY

In a story about Guatemala in National Geographic (June, 1988), a well-travelled foreigner who at the time lived here made the question, "Is there any other country this small that has so much diversity ?" In my opinion, the answer is arguably no. In just 108,000 km² there are twenty-one different Maya ethnic groups, two not related to the Maya (Garifuna -afrocaribbeans- and Xinca), a small but powerful number of European descendants, and the Ladinos, the result of the mixing of all the former. One can imagine that in such a diverse scenario, national identity must be a complex and sensitive issue. To make it more complicated Guatemala is a country founded on the oppression and exploitation of the Mayan throughout the colonial period and well into the twentieth century. Moreover, we are a country torn into pieces by a thirty-five-year civil war, in which dissension meant full hostility for the powers that be. In a milieu where social cohesion was achieved mostly by the demarcation from "the other", how can be defined what is it to be a Guatemalan?

In 2002 National Poll, around sixty percent of the population declared themselves Ladinos. This result provoked a lot of controversy, since it was thought before that the percentage of Maya population was a little more than fifty percent. The poll conductors remarked that the right for self-identification was respected. This could only mean, that either the former data were simply wrong, or that there is a significant part of the population that identifies itself with a different ethnic group that the one they really belong to (who decides who belongs where, enters the realms of political correctness, so please don't ask me). That is the central issue; there is a significant part of Guatemala that doesn't know where it belongs, because "we" really don't belong anywhere.

Using "we" allows me to illustrate this situation with myself. Definitely, my roots can be found in two main branches, the Mayan and the Spanish. Both my father's and mother's side have mainly Mayan and Spanish immigrants' ascendance. On my mother's side, my great-great-grandfather was a Basque immigrant whose European physiognomy remained in the family until my grandmother's generation; his wife was from the Pocomam, a Mayan ethnic group from the Eastern part of the country. A similar kind of story can be told on my father's side. The rest are just some colourful genealogical traces. My grandmother's father was a Chinese who came here in the 1910's. My last name's roots, claims my father, go back to two Italian immigrants who arrived in Venezuela in the nineteenth century, one of them finally settling in Guatemala. My mother's father remembered vaguely his first ancestor, a Gipsy man whose name was Ramón Micheli, called here Ramón Coleta, because of the long ponytail he wore. On these grounds, what am I? I am neither Mayan nor Spanish. I am not Chinese, I can't even hold properly a pair of chopsticks. I am neither

Italian nor Gipsy. I must be Guatemalan, and I have no idea what is to be one.

And yet, when I first came in Europe, people told me how Indian -I use their word here- did I look. It wasn't enough to tell them about the little nuances that make the difference -now I understand the irritation that suffer other Asians when they are called Chinese. Don't get me wrong. I would love to call myself Mayan, to claim for myself all the great historical heritage that comes with it, the profound spirituality, the pride to know that my ancestors developed a calendar that was far more precise than any invented by any other culture in the world. But that would be plainly a fraud. I wasn't raised as one, my parents weren't. I am truly marvelled by the great civilization that occupied the same territory where I live today, but culturally speaking, I am no heir to their legacy. The Guatemalan Nobel Prize of Literature, Miguel Angel Asturias, called himself an Indian around the world but he came from a wealthy family that lived in Guatemala City that I am almost sure wasn't that eager to call themselves Indians here. To conclude again, I, "we", are a mixture of everything, which in the end becomes nothing. Is it that being ladino? Nothing?

Then, to which tradition do we respond to? We recognize on each other in really very few times: when the National Soccer Team wins a match, when we proud ourselves with the overwhelming beauty of Tikal Mayan ruins or when we have a warm cup of *atol de elote*¹. The separation is clear even in our aspirations: it's said that the lower classes' role model culture is the Mexican, the middle and upper classes is the U.S. American, and for the small intellectual elite is the European. A United Nations officer recalled in an interview that every time he talked to an upper class member here, inevitably the subject of his/her European roots appeared.

We cannot reduce the problem just to embracing an image already there. Being Guatemalan is not simply being Mayan, even if that is what our corporate and governmental tourism promoters sell everywhere. Nobody will confirm that better than the admirable Mayan intellectual elite of our days. They make it clear that Guatemala is an old colonial imposition on the Mayan nationalities, and that they are, before being Guatemalan, Mayan. I simply cannot argue against that, they have a five hundred year-old proof. Even the lower classes solution has its advantages: we can relate to Mexicans, they are similar to us, a familiar image that invaded our grounds with their TV, music and magazines. And they do have a national imagery; think of tequila, mariachi, tacos and Pedro Infante. That is what we lack of. Moreover, that is what we need to build. A society doesn't need a thousand year history to have it; not so far from here is Cuba, a hundred year-old country that has an identity as rich as that of any European.

I spoke of a problem in the last paragraph, but for closing I would like to think of the issue of identity as an opportunity. Yes, an opportunity to build up a national imagery that finds itself on the grounds of tolerance and diversity. A chance to end up with the ladino -in its most basic meaning, which is "I'm no Indian"- and come up in a simple and yet creative way, with the Guatemalan. After our internal war has ended, in the verge of a global transformation of unparalleled and unforeseeable consequences, we are in those unique times where a legacy can be left. So, the next time I see Carlos *el Pescado* Ruiz², scoring a goal in an international football match, or the latest video by Ricardo Arjona³ playing on a music channel, or Rigoberta

Menchú speaking in front of the United Nations Assembly, I will remember the great expectations we have to live up to: we are at the right moment in history, the moment when we have the chance to create our own national identity, our own collective dream.

Renato Ponciano

¹ *Atole de elote*: Hot beverage traditional in Guatemala, made from corn.

² One of the most famous football players in Guatemala.

³ The most internationally acclaimed Guatemalan singer.

UNE DIFFICILE TRANSITION DÉMOCRATIQUE

«Ni pardon ni oubli, vérité et justice»,
réclame la société civile.

Depuis l'an 2000 et la fin du règne hégémonique de septante et un ans au pouvoir du PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel), le Mexique tente de suivre l'exemple du Chili, de l'Argentine, du Salvador ou du Guatemala, pays qui ont enduré de sangnaines répressions de la part de l'Etat, et qui ont installé, grâce aux processus de transition démocratique des «commissions de la vérité». Pendant sa campagne présidentielle, l'ancien patron de Coca-Cola pour l'Amérique Latine, M. Vicente Fox Quesada (du Parti d'Action Nationale PAN, catholique et conservateur) avait fait la promesse électorale de créer une telle commission pour Mexique. Alors que la grande majorité des familles de victimes et des organisations des droits de l'homme se manifestaient pour que soit respecté cet engagement, le président Fox optait pour la nomination d'un procureur spécial pour les «Mouvements sociaux et politiques du passé» (Femospp). M. Fox venait de démontrer une fois de plus, s'il le fallait, que les promesses faites durant la course à la présidence font souvent long feu et que la logique autoritaire et unique du présidentielisme à la mexicaine prévaut encore.

Malgré ce mauvais départ, un grand espoir naquit le jour où le procureur spécial déposa un dossier, accusant l'ex-président mexicain Luis Echeverria Alvarez et certains des membres de son cabinet de l'époque de «génocide» pour les faits qui survinrent le 10 juin 1971 (dit «jeudi de corpus»). Ce jour-là, une manifestation pacifique d'étudiants fut violemment réprimée par un groupe paramilitaire et para-policier (appelé «les Faucons») causant la mort d'au moins vingt-cinq personnes. Cette tuerie contre-révolutionnaire estudiantine (qui fait suite au massacre plus connu du 2 octobre 1968, à la place des Trois Cultures, avant les Jeux Olympiques) s'inscrit dans le contexte dit de «guerre sale» que mena le gouverne-

ment durant les années septante et quatre-vingt contre toute désobéissance. Des centaines d'opposants moururent ou furent victimes de «disparition forcée», au nom d'une lutte contre la gauche. Une des conséquences intéressante à souligner de cette vague de répression brutale, fut de pousser un groupe d'intellectuels insurgés dans les montagnes du Chiapas, à créer en 1984 une organisation de résistance. De celle-ci surgit, dix ans plus tard, l'insurrection de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) du sous-commandant Marcos, qui permit aux populations indigènes de s'élever à leur tour contre une exploitation abusive de leurs richesses et des misérables conditions d'existence, dont sont victimes toutes les minorités autochtones au Mexique.

Il faut reconnaître que le procureur spécial n'a pas une tâche facile : d'une part, il n'a pas la confiance des principaux intéressés, qui craignent que l'institution soit à nouveau un échec, comme les précédentes, ne révélant que l'histoire officielle ; d'autre part, il existe une grande résistance des forces du passé, venant du PRI comme de la part des militaires, qui refusent de voir s'ouvrir une boîte de Pandore de laquelle sortiraient tous leurs odieux crimes. L'institution militaire au Mexique jouit toujours d'énormes privilèges, s'étant constituée, comme dans beaucoup de républiques d'Amérique Latine, en pouvoir au sein du pouvoir, facilitant l'octroi de larges immunités par leurs cours martiales, dans des cas relevant clairement d'abus de pouvoir. Les militaires ont notamment fait pression pour que soit adjointe une réserve à la Convention Interaméricaine sur la Disparition Forcée de Personnes, rendant de fait les finalités de celle-ci dépourvues de sens. Les responsables des massacres de 1968 et de 1971 ont joui depuis de l'impunité, grâce à un système judiciaire corrompu et acquis à la logique autoritaire de l'époque.

A l'heure des réquisitoires, les avocats des familles des victimes des tueries de 1968 et de 1971 arguaient que le crime de génocide pouvait être considéré en l'espèce, car les victimes faisaient partie d'un même groupe social; ainsi avait été qualifié le mouvement estudiantin. Selon ses partisans, le droit interne mexicain permettait une interprétation extensive dans ce sens, et permettait de parler d'un groupe national. Le procureur spécial rappelait en outre que le Mexique avait signé le Pacte international sur les droits civils et politique de 1966. Néanmoins, un juge fédéral en a décidé autrement, estimant qu'il y avait prescription de faits qui se sont déroulés il y a plus de trente ans, balayant d'un revers de mains le cas et évitant ainsi de rentrer plus en détail sur le fond du dossier.

Beaucoup ont reproché au procureur spécial d'avoir mis la barre très haut et de manière injustifiée, en voulant imputer aux accusés un crime chargé de connotations de l'extrême au lieu de se centrer sur «l'exécution planifiée d'opposants» ou «l'assassinat», voire les innombrables cas de «disparition forcée» (jugé imprescriptible dans des affaires récentes, le corps des victimes étant introuvables). Dans les faits, force est de constater que les opposants au régime ne remplissent pas le critère d'appartenance à un même groupe ethnique, religieux ou national tel que l'établi la classification en droit international. En effet, il y avait, aux côtés des étudiants, des médecins, des professeurs, des ouvriers, etc. qui n'avaient en commun que leur lutte pour la liberté d'expression et d'association. Ces dernières constituent des conditions politiques et idéologiques, délibérément exclues du champ d'application du crime en question par les principaux instruments internationaux.

Faute de rigueur conceptuelle ou de choix délibérément infondé, d'où une justice inatteignable ? Les accusations abondent et renforcent la désillusion qui touche tous les défenseurs des familles des victimes, qui luttent depuis qu'un espace leur a été ouvert il y a environ dix ans. Cette preuve d'impuissance, dont parle le journaliste et ancien prisonnier politique Julio Pimentel, «démontre que les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ne sont pas prêts à assumer avec force et volonté que face à des crimes de lèse-humanité l'Etat dans sa totalité doit assumer sa responsabilité».

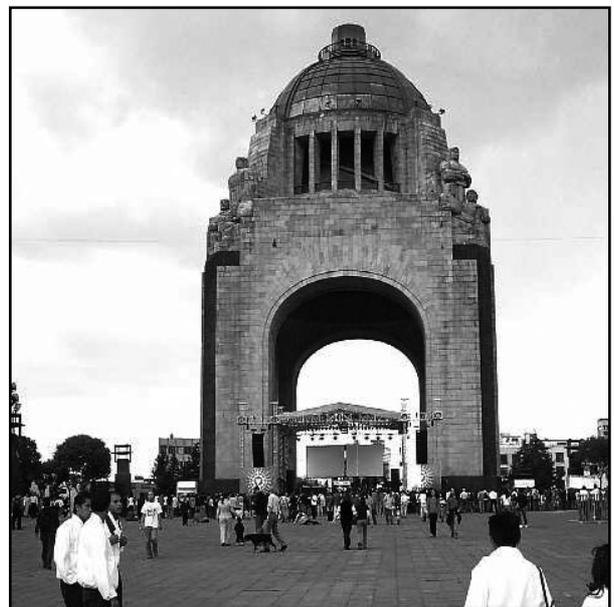
L'exemple de ce «faux pas» vient nous rappeler que, dans tous les pays qui sont passés par là, ce n'est jamais le premier gouvernement de la transition démocratique qui voit les résultats de ses efforts se concrétiser. Le Mexique qui est entré dans le vingt-et-unième siècle s'est fixé de grands objectifs. De ce fait, le Mexique est un des rares Etats au monde à avoir réalisé un Diagnostic sur la situation des Droits de l'Homme¹ dans le pays en partenariat avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme. Elaboré pour la première fois par des consultants nationaux, et avec la participation d'organismes de la société civile, le Diagnostic se veut un outil de promotion pour concrétiser l'aspiration commune de voir s'implanter dans le pays un Etat démocratique et de droit. Le gouvernement actuel s'est engagé à travailler avec les trente-deux recommandations qui lui ont été fai-

tes, afin de remplir les critères internationaux en matière de protection des Droits de l'Homme. Le Mexique de Fox a ainsi ratifié des traités internationaux en attente et s'est engagé à retirer des réserves faites à des conventions d'importance primordiale.

Au trois-quarts du mandat gouvernemental, les rouages politiques semblent bien grippés par les luttes intestines entre les principaux grands partis lancés - deux ans avant l'échéance ! - dans la course à la succession présidentielle. Les élections de 2006 vont constituer un grand examen de passage pour tester les progrès des institutions mexicaines, et à consolider la démocratie. L'héritage de M. Fox peut être d'autant plus grand s'il arrive à canaliser toutes ces forces et à faire en sorte que le prochain président soit légalement élu, avec une plus grande participation représentative de la société mexicaine et qu'il puisse lui emboîter le pas avec de véritables changements politiques et économiques. Voyons s'il commencera par tenir ses promesses...

Iván Ovando

¹ Date de décembre 2003. Un exemplaire remis à la bibliothèque pour les personnes intéressés (en espagnol uniquement...)



Sur le Paseo de la Reforma, à Mexico, le monument de la Revolución

PROSECUTING HUMAN RIGHTS VIOLATION IN ARGENTINA

It seems nowadays¹ *de bon ton* to acknowledge the great influence of politics on the elaboration and implementation of law. For international lawyers, this is of course not new. As a matter of fact, it is rather old, and this in at least two respects. It is old, first, because the debate on the relevance of law in a world apparently dominated by pure power politics is itself very old. But it is also old in that the arguments advanced by each side have varied little. If we now turn to domestic law, again, though the debate seems to be less intense, the same features apply. Law is shaped by politics. It is therefore not a question of *whether* but a question of *how*. The whole problem is indeed to know *how*. However, to focus on the *how* issue does not necessarily mean to neglect the *whether* issue. The purpose of these lines is to give an example of why this may be so.

In line with the topic of the present issue of *HEI Comet*, we have selected an issue related to Latin America, and more precisely to Argentina. Since the end of 1983, Argentina has engaged in the democratic path. As part of this compromise, the Argentine people have asked for justice. Justice for the victims of the 1976-1983 dictatorship. Justice for those who suffered from torture, extrajudicial execution, disappearance, as well as from many other atrocities, and justice for their families. The question is however not easy. The dilemmas of transitional justice are widely known. The society itself is profoundly scarred. Not everyone favours punishing those involved in these crimes. For some, such crimes were the minimal price to pay for combating subversion and guerrilla. For others, only through leaving the past behind is it possible to operate a national reconciliation. For others, still, justice is worth any price. All these demons haunt the Argentine society and come to the minds of judges when cases related to human rights violations under the Argentine dictatorship are brought before them. But how does a judge decide such a case? The obvious answer is: on the basis of law, both domestic and international. But, is that all? Can we leave the analysis at this point? Certainly not. It is precisely here that a number of external factors come into play.

At this point, the classic remark is: politics influences the implementation of law. But, again, the question is: *how*? Too often, this question has been answered by saying that the government (or even sometimes powerful companies) puts a strong pressure on judges. A slightly more sophisticated argument points to the existence of social pressure. But what about beliefs? In a haunted society such as Argentina, is it possible to ignore beliefs? In fact, in many occasions, judges decide cases on the basis of their profound beliefs². These beliefs guide even the choice of the legal arguments they use to justify their decision. They are chosen a priori and they somewhat strive for an *a posteriori* legal justification. Such an assertion is either too evident or not evident at all. Since

evidences leave little ground for discussion, let us concentrate on the second term of the equation.

If we take a look at the judicial developments in Argentina in the last twenty years, it is striking to see how, after more than ten years of shyness, Argentine courts have started in the last four years to "express" the belief that the atrocities committed during the dictatorship have to be punished. The 1986-1987 Acts often referred to as the Full Stop and Due Obedience Laws, which had legalized the state of impunity, suddenly came under attack in March 1998, when the Argentine Congress repealed them. Despite this strong political disavowal, in legal terms, the crimes committed at the times of the Dictatorship were not pursuable, for the repeal had no retroactive effect. Judicial shyness persisted until March 6th 2001, when Federal Judge Gabriel Cavallo declared the Full Stop and Due Obedience Law to be unconstitutional, null and void. This decision paved the way for many others. The final say belongs now to the Argentine Supreme Court, and is still pending. Interestingly enough, the decision of Judge Cavallo was not the result of any new legislation. What was really new was in fact the will to make justice and the arguments used to justify this will. One may ask how was this possible? Or, in other words, what was the virtuous blend that eventually yield this result? Can this change be totally attributed to power politics? Or, should we rather adopt a larger view of how judges find that the time has come for a change?

Let us pretend that beliefs do matter, and that politics, understood in a broad sense, serve somewhat as a valve, regulating the extent to which beliefs can be expressed. If we accept this view, the question of *how* politics intervenes would be redirected towards a number of poorly understood factors, seldom analysed. Of course, no room was left to the judiciary when the army was still strong in Argentina. Of course, beliefs are particularly strong in a society scarred by such a brutal past. But once these ingredients are met, how can we explain the emergence of a judicial decision such as that of Judge Cavallo? If we adopt a public policy stance, the question would become: how to catalyse such decisions? At this level, there is some room for idealism to be realistic. We think it is perfectly possible to help open the way for such decisions. Judges are men and women. They are immersed in a society that shapes their beliefs. For such beliefs to find their way through the arid formalities of law, it is first indispensable that detailed and operative information on the law of human rights be available to the right people. It is only through gaining confidence with such arguments that judges may find that their beliefs can be solidly grounded on legal terms. It is also necessary to create the opportunities for such beliefs to deploy, for instance, by promoting complaints against human rights violations. The decision of Judge Cavallo inter-

vened, indeed, in a case brought by an Argentine non-governmental organization (*Centro de Estudios Legales y Sociales*). Creating and maintaining political momentum is also of great importance for judicial breakthroughs to emerge and develop. In short, there are many things that can be done to justly influence the implementation of law.

The politics of law are more than simply pure power politics. In the broad sense used here, law is dependent upon politics, as politics may depend upon the feelings of justice some of us intend to translate into concrete steps. Thus, in finding *how* to open the political valve to

let our feelings of justice be expressed, we may, at the same time, be answering negatively to the question of *whether* pure power politics is all that matters.

Jorge Viñuales

¹ The views expressed in this article are purely personal.

² Professor Bianchi, at the Institute, is devoting a whole course to such issue.

THE SECOYAS VERSUS GOLIATH

Every day unconscionable destruction of the Amazon Rainforest caused by several oil companies moves forward. Environmental and human rights activists around the world have condemned these companies for repeated violations of indigenous rights in three countries of the Amazon and especially in Ecuador where one oil company even brought in the military to force the Secoya peoples of the Amazon to give up their land.

The Secoyas in Ecuador are an ethnic minority living in the rainforest of the northern Ecuadorian Amazon along the Aguarico River - a tributary of the Amazon River. Thirty years ago, this rainforest was a zone of outstanding biological diversity, boasting some of the world's highest rates of plant and animal diversity per acre in the world. In this important Amazon region, the Secoyas could be found collecting drinking water and catching fish from the Aguarico river. For this traditional community, the forest and river ecosystems have been their subsistence base - both environmentally and spiritually - for thousands of years. However, since the first oil company's arrival in the early 1970s, indigenous groups like the Secoyas and the environment they depend on have been pushed to the brink of collapse. Between 1971 and 1990 Texaco, for example, extracted more than 1.5 billion barrels of oil from the Ecuadorian Amazon. In order to save millions of dollars Texaco simply dumped the toxic wastes from its operations into the pristine rivers, forest streams and wetlands, ignoring industry standards. The result is one of the most infamous environmental and social disasters in the Amazon. Texaco's oil operations devastated one of the most biologically fragile places on earth. Indigenous cultures like the Secoyas have been disproportionately affected by Texaco's operations. They have seen for example a dramatic decrease in their population, partly because the water that they depend on for drinking, fishing and cooking is now dangerously polluted.

The Secoyas represented by OISE, the Secoya Indigenous Peoples' Organization of Ecuador, stand strong against these oil companies to protect and respect their culture, human rights and communal lands. In 1993, Ecuadorian plaintiffs representing 30,000 indigenous people and "campesinos" filed a class-action lawsuit against Texaco in U.S. court. The case alleged that a U.S. corporation violated the law of nations by causing pollution abroad. In 1995, as the lawsuit progressed and international outrage grew, Texaco attempted to diffuse this escalating legal and public-relations disaster by striking a deal with some Ecuadorian agencies to provide \$40 million for "clean up" efforts. However, these funds were completely inadequate considering that the estimated cost of a complete clean up to the environment and compensation to each affected individual for damages to their persons and property is upwards of \$1 billion and that Texaco made approximately \$6 billion in profits from their two decades of destructive oil operations.

Nevertheless, Texaco claims that they have already cleaned up the contaminated areas and compensated the affected communities and the Ecuadorian government. The truth is that the company has made no good faith effort to remedy the devastation they caused, and the situation on the ground is still dangerous for local communities. Thirty years after Texaco's arrival into the "Oriente", the environment is still contaminated and people continue to get sick and die from cancer caused by the mess that Texaco left. In 2002, the 2nd Court of Appeals in New York subjected Texaco to the jurisdiction of Ecuadorian courts where the case has been reinstated. The New York judge did not reach a decision on the merits of the case and Texaco has never denied its liability in the district court. Today, after Texaco's fusion with Chevron in 2001, the process is in charge of the Ecuadorian Court of Justice of Nueva Loja. Recently, the

medias announced the inspections of the contaminated regions which will take place in the next month. These inspections can be seen for the accusers as well as for the accused as possibility to prove the culpability or innocence of Texaco.

The Secoyas ask the global community to please support them against the powerful oil companies. In this confusing time, they need international support as oil exploration on Indian Lands in the Amazon has proven to be a disaster. OISE with the help of international observers and a group called the Secoya Survival Project will continue to force the oil companies to respect their rights as a community to control development on their territory. The Secoya people expend much of their energy simply trying to secure their resource rights and to resist to the pressure from the cash economy and the encroaching powerful modern technologies. They have the fundamental rights of indigenous peoples to be acknowledged and respected, the right to preserve and

develop their identity and culture, and to stress the importance of the right to self-determination. The winner of the Unites Nations "Our World"-Exhibition from the year 2000, Ramón Piaguaje, comments "I entered the competition because I wanted to deliver a message to the rest of the world about keeping this lung of the world free from pollution and destruction. The forest is all we have. I hope that when people see my picture, they do not just look at my art, but realise that it is their obligation to help to preserve the Amazon rainforest. My tribe, the Secoyas, have lived in these forests for thousands of years and to see a tree fall is like seeing a loved one die".

Deborah Schmidiger



Secoya native

CONDORS ET ÎLES FLOTTANTES

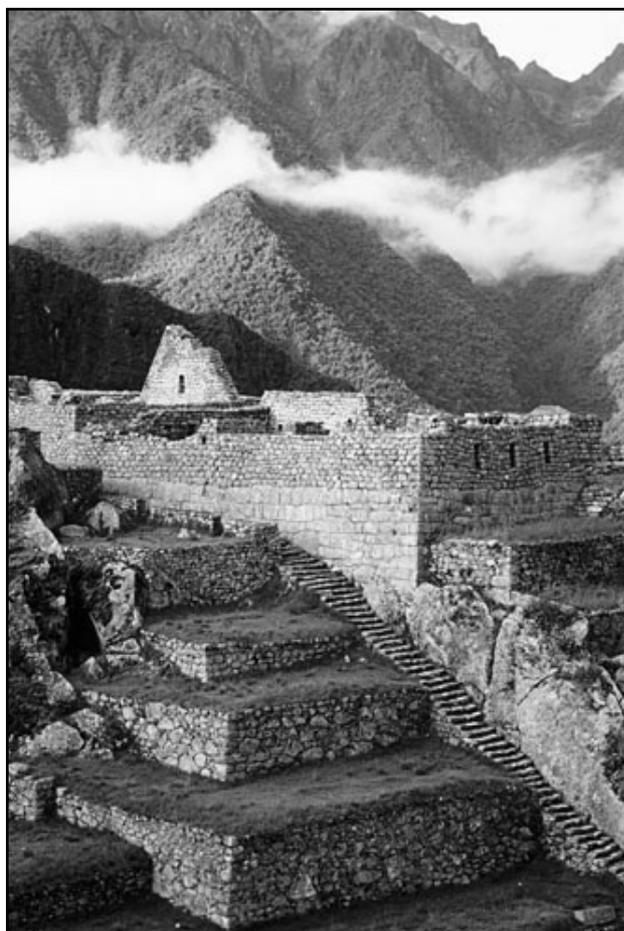
Le Pérou une destination touristique privilégiée, peut-être même à la mode depuis quelques années. Le lieu le plus connu est bien sûr Cuzco (le « nombril du monde » en quechua), où les pierres des incapables (les conquistadors) surplombent celle des Incas. Les Espagnols ont construit par dessus les fondations Incas, mais on peut encore admirer la précision des architectes et ouvriers indigènes. Quelques kilomètres plus loin (quatre jours à pieds pour les motivés), encastré dans les montagnes, se dresse le Machu Pichu, cité mythique de cette civilisation.

La foule commence à l'envahir aux alentours des neuf heures du matin, mais c'est à l'aube qu'il faut s'y rendre pour pouvoir s'imprégner de la force mystique qui s'en échappe, et découvrir les multiples connaissances que possédaient les Incas, notamment en astronomie. Ensuite la montée du Huayna Pichu vous permettra de fuir encore un petit moment la foule et, après une longue, très longue sieste, vous pourrez apprécier, en compagnie des lamas, un couché de soleil sur la cordillère des Andes. Il est certes moins prenant que le lever mais il vaut néanmoins l'attente. La même horde de touristes court ensuite au bord du lac Titicaca pour voir les Indiens qui vivent sur les « îles flottantes »... tellement pittoresques. Ils finissent leur tour au canyon de Colca, en essayant de voir les condors...

Bien évidemment, il est possible de suivre des chemins parallèles permettant de voir ces merveilles sans se sentir comme un mouton. Cependant, le Pérou ne se résume pas à ce circuit et comme beaucoup d'autres pays d'Amérique du Sud, il nous réserve quelques surprises beaucoup plus sauvages.

Au nord de Lima, en plein cœur de la cordillère des Andes, se dresse majestueusement le Huascarán. Ses deux magnifiques bosses laisseront rêveur plus d'un amateur de montagnes. Les Suisses en manque de repères tourneront légèrement la tête pour apercevoir et admirer l'Alpamayo, qui étonne par sa ressemblance avec le Cervin. Tout cela avec un paysage des plus sauvages, suffisamment pour rester contemplatif pendant des semaines et rêver toute une vie...

Antoine Perret



LE CÔTÉ OBSCUR DE FUJIMORI



Fujimori fut le dernier président du vingtième siècle au Pérou, son plan économique réussit à enrayer l'inflation, il a réussi aussi à arrêter le chef du Sentier lumineux (organisation terroriste péruvienne). Mais je

ne suis pas là pour vous énumérer les pseudo-réussites de monsieur, car la vérité est ailleurs : pendant ses dix années de pouvoir, il a réussi avec l'aide son bras droit Montesinos, à monter un réseau de corruption impressionnant, révélé lors du troisième mandat.

L'événement inchoatif de la révélation sera une simple interprétation authentique de la Constitution, modifiée en 1993. Son article 112 n'autorise pas plus de deux mandats, mais le Congrès, qui aimait tant monsieur Fujimori, nous rappellera qu'une loi ne peut pas être rétroactive... Etant donné qu'il avait commencé son mandat en 1990, la période 1995-2000 devait se comprendre comme le premier et non le deuxième mandat que le président exerçait !

Notre ami Fujimori pourra alors se représenter pour une troisième fois, le problème qui surgira sera sa perte de crédibilité, et certains commenceront à enquêter sur lui. On découvrira alors son bras droit sur des vidéos très compromettantes : il avait lui même filmé toutes ses manœuvres de corruption et de trafic. On le voyait sur quelques milliers de cassettes, achetant des députés, des magistrats, des journalistes, des juges, etc. Il utilisait à sa guise l'administration des impôts et le pouvoir judiciaire, pratiquait le chantage, encaissait des commissions des trafiquants de drogue, tirait des bénéfices d'un maniement régulier du budget de la défense. Le résultat se trouve dans les banques suisses : cinquante millions de dollars dans différents comptes.

Mais ce qui choqua la communauté internationale, c'était le trafic d'arme auquel il s'adonnait : il achetait des armes sur le compte de l'Etat, pour ensuite les revendre aux FARC en Colombie. Le discrédit sera alors total, mais ce n'est pas pour autant qu'ils vont, tous les deux, être arrêtés... non, bien sûr, on va leur laisser le temps de fuir bien tranquillement.

Montesinos a fui d'une manière assez normale, comme un truand, pas plus, pas moins. Fujimori, quant à lui, fut grandiose : on reconnût là un Grand Homme. Sous le prétexte d'une réunion à Brunei, il partira au... Japon. Et là, il deviendra... pardon, il est Japonais. La providence lui fit garder son extrait de naissance, et figurez-vous qu'il était né au Japon ; simplement, après sa naissance, ses parents émigrèrent au Pérou. Alors le voilà, installé bien au chaud au Japon, avec l'argent du Pérou... quelle belle retraite !

Il laissera s'effondrer derrière lui le régime, révélant l'ampleur d'un système national centralisé de corruption. La population, logiquement, n'en pouvant plus, manifesterà son désarroi face à ces politiciens tous plus corrompus les uns que les autres. Lima deviendra un centre de manifestation où les gaz lacrymogène protégeront le palais présidentiel, qui ne sait que faire en attendant les nouvelles élections. Elles auront lieu au début de l'année 2001, beaucoup de candidats se présenteront ; cependant, seul le candidat de «Perú possible» aura une chance de gagner. Et effectivement, Toledo sera élu avec l'ambition d'assainir le Pérou. Aujourd'hui, pouvons-nous dire qu'il a réussi ?

Antoine Perret

Pour plus d'informations, le site internet «<http://www.fujimoriextraditable.com.pe/>» est une véritable mine.



LE CHILI : HISTOIRE D'UNE DÉMOCRATIE PROTÉGÉE

Cet article sert à mettre un certain nombre de points d'interrogations sur le fameux «modèle chilien». Il tend à observer une part de l'histoire «oubliée» de cette nouvelle démocratie, tant acclamée sur le plan international. En effet, de nombreuses fois on se trouve confronté à des arguments très favorables au régime démocratique réinstauré après dix-sept ans de gouvernement militaire. Combien de fois les Chiliens doivent entendre l'éloge de ce «modèle», alors qu'en réalité cette démocratie made in Chile doit être prise en compte avec un certain nombre de précautions. Pour autant, il serait intéressant de clarifier certains doutes qui pourraient persister face au terme «démocratie», utilisé parfois de manière anticipée pour décrire la situation du Chili.

Le gouvernement de Pinochet a réussi en quelques années à changer le visage économique et politique du Chili. D'un État prédominant et propriétaire de presque tous les secteurs de l'économie, le Chili vécut une véritable frénésie de privatisations sous le joug des Chicago Boys. Le but était de transformer le pays en une économie ouverte, respectée sur le plan international. L'autre tâche était de stabiliser le pays sur le plan politique. Suite à de nombreuses années d'effervescence politique et de radicalisation du jeu politique, il fallait rétablir «l'ordre», et consolider le régime instauré.

Une fois le pays stabilisé sur le plan économique, le régime entama dès 1977 une seconde étape. Pinochet annonça ainsi sa volonté de conduire le pays vers une nouvelle démocratie. Dès 1976, en effet, il y eut une commission de juristes conservateurs qui travaillaient sur le projet de la nouvelle Constitution. Le projet de Pinochet était simple : il s'agissait de soumettre la Constitution au vote «populaire» en 1980, et son acceptation représenterait huit ans de présidence pour Pinochet et introduirait une nouvelle élection en 1988, élection que Pinochet pensait remporter sans autres complications majeures, pour assumer une nouvelle période de présidence, et remettre le pouvoir du pays aux mains des civils dès 1997. Tel était le plan, mais cela ne fut pas si simple. La Constitution fut acceptée en 1980 (le 11 septembre...), avec un soixante-sept pour-cent de votes favorables.

Étant donné les circonstances, nous ne saurons jamais si ce résultat exprime réellement la volonté du peuple. Avec cette nouvelle Constitution, légalisée par l'acceptation du peuple, Pinochet instaura ce qu'on appelle une démocratie protégée. Ce texte en effet posait les marges dans lesquelles la démocratie se verrait réinstaurée, garantissant le droit d'intervention des forces armées au cas où la constitutionnalité serait mise en péril. Cela, en réalité, garantissait une complète indépendance des militaires face au gouvernement civil. Un autre point comportant un sérieux ton autoritaire est la présence de

sénateurs désignés, ce qui en réalité garantit la majorité de la droite dans le sénat, rendant presque impossible le jeu démocratique et les réformes qui mèneraient le pays loin de la mainmise des militaires dans la politique. Les années huitante furent marquées par la crise de la dette latino-américaine, de laquelle le Chili ne put y échapper, après la course aux investissements vécue durant le début de la décennie. Cette effervescence, inattendue par le Général, amena de retour sur la scène une opposition de plus en plus organisée, opposition qui aussi revendiqua son droit de se former, en prévision du nouveau plébiscite (programmé pour 1988). Cette opposition finalement prit forme sous une coalition de partis appelée *Concertación*, regroupant de nombreux partis, entre autres le parti Démocrate Chrétien, le parti Socialiste et sans les partis marxistes, restant proscrits de la scène politique chilienne, fait qui met déjà une parenthèse autour du retour à la démocratie. A la grande surprise du Général, le plébiscite fut remporté par les partis pour le «NO», qui entre autres, a su de manière intelligente mettre en scène un spot télévisé ; selon les enquêtes, sachant que le Chili est un pays extrêmement télévisuel, cela amena beaucoup de votants à trancher pour le «NO»...

En 1989 la *Concertación* réussit à remporter les présidentielles avec cinquante-cinq pour-cent de vote favorables, ce qui permit la victoire du «NO» ; en mars 1990 le Chili retourna en mains civiles. Le Chili alors fut célébré sur le plan international pour la stabilité et la maturité de sa transition, ainsi que pour la grande capacité de ses politiciens à maintenir le consensus dans une nouvelle situation politique qui oppose deux blocs, un bloc pro-autoritaire et un autre défendant le retour à la «normalité démocratique» du pays.

Voici donc le modèle qui émerge dans les années nonante : une stabilité économique et une libéralisation économique exemplaire ; stabilité politique et démocratique contrôlée et des taux de pauvreté extrême en recul. Mais face à cela, les critiques émergent, clamant que la stabilité politique se fait aux dépens de la participation et l'existence d'une vraie contestation politique, et que la stabilité économique se réalise dans un des pays les pires au niveau de la distribution des revenus. Il semble qu'une classe politique auto-complaisante se trouve au pouvoir, les deux blocs antagoniques profitant de l'excuse des enclaves autoritaires, pour éviter de vraies réformes et ne pas changer le système en vigueur. Le trauma vécu rend difficile les réformes «révolutionnaires», et l'indifférence générale face aux violations des droits de l'homme commises, rend difficile la guérison des blessures du pays. La justice paralysée par une Cour suprême élue à vie par Pinochet ne permet pas d'amener ne serait-ce qu'un tantinet de réparation (du moins jusqu'au 26 août 2004...).

Le modèle chilien depuis 1989 paraît grippé, prisonnier de son passé et des marges de manœuvres prescrites par un gouvernement autoritaire. En attendant, les électeurs doivent toujours s'inscrire dans une liste de votants, et s'ils ne vont pas voter ils risquent une peine de prison. La police chilienne est classée au deuxième rang des forces de l'ordre les plus violentes, juste après celles du Brésil et devant celles du Mexique. Les violations des droits de l'homme face aux peuples autochtones, spécialement face au peuple mapuche, sont dénoncées régulièrement par *Amnesty International*. Il reste toujours des prisonniers politiques en prison, arrêtés sous le régime pinochetiste.

Et le peuple chilien, lui, se caractérise par une participation qui frise la nullité et les jeunes ne s'intéressent pas à l'actualité politique, mais plus à la dernière Telenovela. Ainsi, le modèle chilien paraît plus représenter la victoire d'un style récurrent face à l'environnement socio-historique qu'un modèle : le libéralisme économique combiné avec une démocratie plus ou moins restreinte.

Matthias Nowak



Le sommet du Cerro Negro dans le désert d'Atacama

SORTIR ET MANGER LATINO À GENÈVE

SALSA !

Salsa signifie sauce en espagnol. C'est ce qui fait le piquant d'un plat, c'est aussi ce qui fait le piquant de cette musique intimement liée à la danse, qu'il suffit d'écouter pour éprouver une irrésistible envie de bouger.

La salsa est une forme ouverte, capable de représenter la totalité des tendances que l'on retrouve dans le contexte urbain des Caraïbes contemporaines ; le quartier est la seule marque distinctive. De ce fait, la salsa ne pouvait pas naître d'une musique radicalement nouvelle, c'eût été absurde. Le quartier implique un mélange des traditions, la création d'un large spectre dans lequel peut apparaître aussi bien un tango qu'une *ranchera* mexicaine, une *gaita* ou une *cumbia*, un son ou un *guaguanco*.

Le mot salsa apparaît au milieu des années 60, au grand dam de ses créateurs, qui récusent tout d'abord le terme. C'est le pianiste Ricardo Ray, inspiré par l'émission de radio la «*hora del sabor : la salsa y el bembe*» diffusée à Caracas, qui rapporte l'expression à New York. Plus tard le mot sera adopté après que le genre se soit répandu dans les Caraïbes. Parce qu'il faut savoir que la salsa est un facteur d'unité de la population du bassin caraïbe. Selon Saul Escalona, «elle crée un imaginaire collectif permettant de souligner la cohérence des peuples de la région».

Ses représentants les plus brillants sont Ray Baretto, Eddie Palmieri, Charlie Palmieri, Willie Colon, pour ne citer que les plus connus, sans oublier Tito Puente et Celia Cruz. Celia Cruz a trouvé une des définitions les plus poétiques de cette musique répandue dans le monde entier et jouissant d'un engouement sans précédent : «un petit animal qui se met dans les yeux et les oreilles et quand il t'arrive au cœur, il éclate et tu ne peux pas l'éviter».

Si nous définissons la musique populaire comme une musique élaborée par les couches populaires, nous pouvons dire alors que la salsa appartient bien à cette catégorie, comme le montre son origine ainsi que la large acceptation dont elle est l'objet. Toutefois, nous sommes bien conscients qu'à certains moments donnés de son histoire, la salsa a été conçue, fabriquée loin de son public et que l'industrie discographique en a fait «une culture de masse, subtilement travaillée».

Mais sa dimension sociale et populaire devient évidente si on l'approche comme une musique urbaine, une musique des quartiers avec son esprit d'avant-garde, marquée par les valeurs culturelles de ceux qui la composent et de ceux qui l'écoutent. Elle devient alors la chronique bien réelle de la ville et de la vie quotidienne.

De cette façon, le langage de la salsa, malgré ses stéréotypes, permet à un large public des Caraïbes hispaniques de se sentir membre d'une communauté qui privilégie la fraternité et la solidarité. Un des aspects les plus remarquables des chansons de salsa est de s'inspirer de leur propre univers, créant ainsi un monde de références partagées par l'ensemble des *salseros*. Lorsque Rubén Blades dans *Decisiones* chante : «*Ring! Ring! Suena el timbre y no es el Gran Combo*», il rend hommage au prestigieux orchestre originaire de Puerto Rico.

Par ailleurs, le langage *salsero* des textes des chansons est fortement marqué par les stéréotypes qui créent eux aussi des références communes. Ainsi est né un argot spécifique au monde de la salsa qui est devenu un élément de l'identité du public *salsero*.

La salsa véhicule souvent une image de fête, de plaisir. On aurait tort de la limiter à cet aspect là. Souvent des chansons très rythmées ont des paroles qui révèlent un chagrin d'amour, comme le Portoricain Victor Manuel dans *Mentiras* : «On dit que ton amour ne me fait plus mal, que les blessures de mon cœur sont déjà guéries, que je t'ai déjà oublié... mais ce ne sont que des mensonges», ou encore lorsque le Colombien Joe Arroyo parle de comment la violence touche d'abord les innocents en Colombie.

Donc, la salsa exprime la fête, le plaisir mais aussi la douleur, les rêves du quotidien ou encore l'engagement politique. C'est une expression de la vie des êtres humains à travers des rythmes propres à la culture latino-américaine.

Federico Saenz

POUR ÉCOUTER DE LA SALSA À GENÈVE :

BARRIO'S LATINO (9, rue Henri-Dunant, 1205 Genève)
Tous les mercredi et dimanche.

MOULIN A DANSES (MàD de Genève) (20 bis, rue du Stand, 1204 Genève) Tous les jeudi de 22h00 à 3h00

MELTING POP (7, rue Caroline, 1227 Acacias) Tous les mardi de 22h00 à 1h00 et tous les vendredi de 22h00 à 2h00

LE CHAT NOIR (13, rue Vautier, 1227 Carouge) Tous les vendredi de 24h00 à 5h00

LATINO

Discothèque Montecristo

Bar Santacruz

LIENS INTERNET

Latin Connection : «www.latinconnection.ch»

Association Salsa Maniacs : «www.salsamaniacs.org»

Salsa.ch : «www.salsa.ch»

LE GIMUN, OU COMMENT JOUER AU MAÎTRE DU MONDE

Le GIMUN est un événement extraordinaire qui invite des étudiants de part le monde à participer à la recherche active de solutions aux problèmes de la politique internationale. Le *Geneva International Model United Nations* - ou tout simplement GIMUN ! - est une simulation de négociations au sein de différentes organisations des Nations Unies. Chaque participant défend activement la position officielle d'un pays concernant un sujet particulier. Le GIMUN permet donc aux étudiants de faire leurs premiers pas sur le terrain de la diplomatie internationale. A travers des négociations, conformes aux règles procédurales des organes onusiens, les délégués vont tenter d'élaborer puis ratifier une résolution finale. Ce document offrira une possible solution à une crise internationale ou autre situation pertinente pour la communauté internationale. Le GIMUN est une expérience inoubliable, qui permet aux «négociateurs» de découvrir des aspects historiques, politiques et diplomatiques d'un pays étranger, afin de le représenter de manière cohérente.

Ce n'est pas seulement les débats animés dans les magnifiques salles du Palais des Nations, les échanges culturels, le bilinguisme des conférences ou l'édition quotidienne du *GIMUN News* qui font du GIMUN un événement exceptionnel. Pendant toute la semaine, de nombreuses soirées, fêtes et sorties seront organisées après le GIMUN officiel... Ce mélange entre conférence et soirées *clubbing* produira des énergies positives, nécessaires contre la fatigue qui commencera, sans doute, à se manifester à partir de quelques jours de GIMUN. Négociations, pause café, *speeches* de nouveau, café encore, puis resto et enfin bar : c'est une journée qui commence tôt et finit tard. On pourrait même dire que c'est un sport, une discipline olympique, qui demande à chacun une volonté d'aller jusqu'au bout ! La recette secrète à la survie du GIMarathon n'est pas le café, non, c'est la motivation qui permettra simplement de surmonter la limite personnelle pendant cette semaine.

Bien sûr, il se peut que des participants arrivent au bout de leur force...mais c'est comme au sport : La préparation morale et physique est primordiale ! Et la récompense pour la participation au GIMUN est d'autant plus grande : la satisfaction totale d'une semaine pleine d'action indescriptible ! Ça vous charme ? Avez-vous le profil d'un candidat potentiel ? On cherche des personnes qui ne craignent pas l'ambiance parfois rude des négociations et qui sont persuadées que le système onusien offre un bon moyen à la résolution de crises et conflits. Et même pour vous les ONU-sceptiques, le GIMUN vous donne la possibilité de vous mesurer au «monstre» onusien afin de bâtir une critique constructive. En tout cas, il faut consulter notre nouveau site web¹. Le GIMUN aura

d'ailleurs lieu fin février ou début mars 2005. La date exacte sera bientôt publiée sur internet.

Le système de conférences du GIMUN 2005 vous permet de participer soit comme délégué d'un pays, soit comme ambassadeur ou aussi comme journaliste. Le poste de l'ambassadeur est une nouveauté du GIMUN 2005 : les grands pays présents dans tous les *workshops* auront un représentant supplémentaire - l'ambassadeur - chargé de s'assurer que les délégués d'un pays suivent une ligne cohérente dans les différentes conférences. Les journalistes de notre quotidien bilingue *GIMUN News* rapportent sur l'actualité du jour. Avec un oeil vigilant, ils seront présents à la fois dans les conférences et aux soirées... donc attention à la consommation excessive de vin blanc pendant la soirée fondue !

Le programme de la semaine sera chargé, en effet : conférences d'orateurs avec des VIP internationaux - on a envoyé une invitation à Kofi; pauses café avec croissants frais, parfait pour former, entre deux bouchés, une petite alliance avec la Russie afin de contrer l'hégémonie américaine; repas de midi avec les vrais diplomates au Palais des Nations; séances et débats animés dans les conférences; dîner dans de charmants restos genevois - la bonne ambiance pour consolider l'alliance avec la Russie; entre deux, bien sûr, une petite discussion sur les projets de résolutions; enfin, pour ceux qui n'en ont pas encore eu assez, un *night cup* est proposé par l'équipe du GIMUN.

La dernière édition du GIMUN en mars 2004 était un succès incontournable. Environ cent vingt participants des quatre coins du monde sont venus à Genève et personne n'est reparti déçu. La nouvelle équipe d'organisation s'est mise au travail il y a déjà bien des mois. On va faire notre possible pour que le «GIMUN - fever» se propage rapidement parmi les participants de l'édition 2005 ! See you soon !

Pascal Greez

¹ «<http://www.gimun.org>»

ODILE SUR ORBITE

LES MAGICIENS DU BORD DU LAC

Impatiences, zinnia, et côtes de bette... oui, les côtes de bette je les ai reconnues. Elles donnent une touche folle aux plates-bandes de fleurs du bord du lac. Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais j'ai toujours été intriguée de savoir qui se cache derrière la beauté de ces jardins. Souvent les pensées qui m'assaillent, lorsque je pédale vers HEI à toute vitesse pour rattraper mon retard, tournent plutôt autour d'avantage comparatif, d'hylétique ou de *jus cogens*... mais tout de même, à choisir entre zinnia ou hylétique, j'opte pour la botanique.

En fait, ils sont une quinzaine de jardiniers à s'affairer, été comme hiver, du Quai Wilson à Barton. Les massifs de fleurs, l'arrosage et la taille des arbres n'ont, pour eux, plus aucun secret. Ils tondent aussi le gazon, rénovent les bancs et se chargent des travaux de voirie. Ce n'est pas tout. Avez-vous déjà remarqué qu'il n'y a aucune corneille autour d'HEI ? Et bien, c'est grâce à eux. Pour que les buses, les éperviers et les écureuils puissent vivre en paix, ils traquent les corneilles sans relâche. Alors, si vous vous réveillez un matin dans le parc, après un barbecue un peu trop arrosé, ne vous effrayez pas d'entendre quelques coups de fusils ! Mais plutôt, souvenez-vous qu'une quinzaine d'artisans sont déjà à l'œuvre et que l'harmonie et la beauté du bord du lac leur appartiennent. Nous, les étudiants d'HEI, occupons tour à tour avec assiduité, plaisir, stress ou raz le bol l'intérieur de ces murs. A la pause, nous aurions l'occasion de faire un brin de causette avec nos voisins les jardiniers qui se préoccupent de l'extérieur de nos murs. Dommage qu'hylétique et zinnia ne semblent pas pouvoir se rencontrer.

Pour ma part, maintenant que je connais les magiciens de ce paysage, la prochaine fois que je l'admirerai, je n'omettrai pas de leur faire un clin d'oeil. Côtes de bette, zinnia et impatiences... c'est promis, je commence par essayer de retenir le nom de ces fleurs qui, chaque matin, me font encore un peu rêver avant que je ne mette à torturer mon esprit...

Odile Rittener



TRIBUNE DE LA SAC

Chères étudiantes, chers étudiants,

Avant toute chose permettez-nous de vous souhaiter la bienvenue et une excellente année académique 2004 - 2005 à HEI ! Cet article a pour but de vous présenter brièvement la SAC. Commençons donc par le commencement : le bizarre acronyme " SAC " correspond aux mots anglais Student Association Committee. Eh oui, ceux qui écrivent ces lignes font partie du comité qui chapeaute l'association à laquelle en tant qu'étudiant(e) inscrit(e) à HEI vous appartenez *de facto* ! Ceci signifie en d'autres termes que nous sommes là pour vous, que vous le vouliez ou non... *just kidding* ! L'essence de la SAC étant définie, voyons maintenant quels sont ses objectifs. En deux mots comme en cent, nous voulons être le carrefour de la vie estudiantine, le partenaire incontournable de vos projets, de vos idées, de vos actions. Ce but, nous comptons l'atteindre par le biais de nos activités. Passons-les en revue ensemble. La SAC organise quatre fêtes par année, la première ayant lieu le 28 octobre à partir de 21h00 au Paresseux, avis aux amateurs... ! Dans le même registre festif, le 24 mars

2005 prochain aura lieu le traditionnel Gala HEI auquel vous êtes naturellement tous conviés. En ce qui concerne les manifestations que nous soutenons, citons en particulier le GIMUN. Dans un contexte plus strictement «bartonnien», la SAC a en outre mis sur pied des cours de langue, histoire de parfaire vos talents de linguiste, et elle finance également le présent journal ! Finalement, ne l'oublions pas, la SAC vous représente et défend vos intérêts au sein des diverses commissions administratives dont elle est membre. Si vous avez des suggestions, des questions, ou des problèmes relatifs à l'organisation de vos études, n'hésitez pas à venir nous voir et à nous en faire part, nous ferons de notre mieux pour vous aider.

Si vous voulez en savoir plus sur la SAC, rejoignez-nous le 27 octobre à partir de 18h00 en Salle AJF pour notre Assemblée Générale, nous nous réjouissons d'ores et déjà de faire votre connaissance et de collaborer avec vous !

Stéphane Bellomo

LE CARRÉ DES ANCIENS

Pour nombre d'entre nous, «que faire après HEI ?» reste LA question. Laissons la parole aux anciens; les personnes interrogées pour cette édition seront :

> Mme Martine Zaugg, Groupe Swatch, licenciée de l'Institut en 1982.

> M. Jérôme Koechlin, Lombard Odier Darier Hentsch, licencié de l'Institut en 1986.

HEI Comet : De HEI à aujourd'hui, quel a été votre parcours ?

Martine Zaugg : Après ma licence puis un diplôme d'études supérieures en journalisme à l'université de Neuchâtel, j'ai commencé à travailler comme collaboratrice extérieure de Terre et Nature (Le Sillon romand à l'époque). Ayant pris goût aux voyages pendant mes 6 ans de travail alimentaire chez Swissair, j'ai continué à parcourir la planète et fait de nombreux reportages aussi bien écrits que photographiques pour le Sillon, l'Information immobilière (un très beau magazine édité à Genève) et les Nations Unies, notamment la FAO et le FIDA. Parallèlement, je collaborais au journal Swatch et à d'autres publications du groupe. Cette expérience institutionnelle m'a permis d'acquérir d'autres techniques d'écriture et a élargi mon horizon. En 2001, elle a débou-

ché sur la proposition d'organiser une soirée de prestige réunissant 600 personnes au château de Versailles pour Breguet : un véritable défi que je me réjouis d'avoir relevé tant cette expérience a été riche en enseignements ! Mon temps, aujourd'hui, se partage entre l'organisation d'événements, l'écriture et la photographie.

Jérôme Koechlin : Dès 1986, deux ans pour un master en communication, à l'université de New York. De 1988 à 1995, j'ai été journaliste et éditorialiste pour le «Journal de Genève» et le «World News Link» (NY). De 1995 à 2000, chef du protocole de l'Etat de Genève. Ensuite, de 2000 à 2003, j'ai occupé le poste de directeur des services de communication, pour Serono International. Depuis cette dernière date, je suis directeur de la communication pour Lombard Odier Darier Hentsch.

HC : De l'expérience HEI, qu'est-ce qui, pour vous, s'est révélé le plus utile ?

M.Z. : HEI a stimulé ma curiosité pour l'histoire et l'actualité mondiales. Ce qui m'a cependant été le plus utile, c'est la souplesse, la capacité d'adaptation apportée par l'interdisciplinarité, une habitude de pensée (de vie?) acquise à l'Institut. A mes yeux, un atout indispensable

pour aborder une carrière aujourd'hui.

J.K. : La capacité de comprendre des problématiques complexes, de connaître les principaux mécanismes qui régissent les affaires internationales ; l'esprit de synthèse ; la volonté de mêler la connaissance et l'action.

HC : Quel éléments ont déterminé et déterminent vos choix professionnels ?

M.Z. : Mes critères de choix ? La passion ! Le désir de faire telle ou telle chose... Pour moi, on ne fait bien que ce que l'on aime faire. C'est l'envie de voyager (et des horaires me laissant une grande liberté) qui m'a fait répondre à l'offre de Swissair. A l'origine, simple travail alimentaire, ce job m'a apporté, grâce aux facilités de transport qu'il m'offrait, la matière de mes premiers articles et il m'a familiarisée avec des comportements culturels différents. J'ai ainsi appris que toute expérience est utile, pour autant qu'elle nous intéresse vraiment !

J.K. : Le fait d'être dans un environnement stimulant d'un point de vue pratique et intellectuel. Travailler dans mes deux domaines de prédilection et d'intérêt : la communication et les relations internationales.

Propos recueillis par Martin Roch

COMET PRATIQUE

POINT SAC

Assemblée générale de la SAC le 27 Octobre à 18h en AJF.

Le Comité vous présentera ses actions, vos activités, les projets existants et ceux à mettre en place. N'hésitez pas à venir manifester votre intérêt et vos doléances afin d'améliorer la gestion de votre association. Tous les étudiants de l'Institut sont automatiquement membres. Venez nombreux !

Fêtes d'intégration le lendemain 28 Octobre dès 21h à la cafétéria.

POLYCOPIES

Un nouveau système de photocopies a été mis en place. Vous pourrez placer vos **commandes** par e-mail (commande.hei@worldcom.ch) ou par fax (0227343410) dès que la disponibilité d'un photocopié est annoncée par le professeur. Procédure :

- > Envoyer un e-mail ou fax différent pour chaque photocopié commandé;
- > Sous OBJET, inscrire le numéro du cours et son nom (ex : E025 - droit de l'OMC).
- > Dans le corps du message, inscrire «commande photocopié», votre nom, prénom et un numéro de téléphone. Son **retrait** dépendra de la date à laquelle vous l'aurez commandé. Pour une commande passée le vendredi ou le lundi, le photocopié sera prêt le jeudi en 15 ; pour une commande passée le mardi, mercredi ou jeudi, il sera disponible le lundi en 15. Procédure :
- > retrait à l'IMPRIMERIE MINUTE, voie Creuse 7, à côté du HCR dans une rue donnant sur l'avenue de France, les lundi et jeudi, 8-11h30 13h30-17h.

> Payable cash (prévoir la monnaie). Tout photocopié commandé est facturé. Le prix du photocopié sera calculé sur la base de -.10 / feuille recto verso, tout compris.

Vos personnes de référence à HEI sont les assistants qui s'occupent du cours concerné. Ou l'assistant de référence par section : Mme Milzow (HPI) et MM. Schwarz (SP), Pauwels (EC) et Rangel (DR).

EMPLOI

Le prochain FORUM CONNEXION aura lieu les 7 et 8 février 2005 sur le campus Barton. Entreprises, OI et ONG tiendront un stand d'informations et/ou se présenteront. Mlle Mareva Lecerf, (DEA, 2ème année de droit international) appuie le Département de la communication dans la préparation de ce forum, n'hésitez pas à lui faire part de vos suggestions. Réservez cette date de choix !

Le séminaire MARKETING YOURSELF donné par M. David Veenhuys (courant février, date à préciser). Il est un complément précieux à votre recherche de stages et d'emplois. Technique de rédaction, mise en valeur de vos compétences, présentation claire de vos objectifs. Autant d'avantages à mettre de votre côté.

Enfin n'oubliez pas les 2 sources d'informations que sont le feuillet hebdomadaire de l'emploi : «CONNEXION» édité par l'Espace de recherche d'emploi, et les e-mails qui vous sont envoyés sur votre boîte d'HEI. Vous y trouverez des offres de stages, d'emplois, et des communications importantes.

LA TRAJECTOIRE CINÉMATOGRAPHIQUE

SURVOL DU CINÉMA SUD-AMÉRICAIN

A mi-chemin entre les cinémas hollywoodien et européen, il serait faux de croire que l'Amérique du Sud n'a pas d'identité cinématographique propre. Eloignée du grand spectacle de Los Angeles, elle l'est tout autant de la contemplation ou de l'intellectualisme européen, bien qu'une certaine filiation soit visible avec le Vieux Continent.

Ce qui frappe d'emblée le spectateur, c'est l'humanité de ce cinéma. Les thèmes abordés le sont à l'échelle humaine, les réalisateurs recherchant la proximité de nos préoccupations. Le spectateur est transporté, mais pas très loin de chez lui. On croirait presque écouter un conte des frères Grimm, mais un conte des temps modernes : les personnages ne possèdent pas de pouvoirs extraordinaires, ils font les erreurs que nous ferions, enfermés dans une naïveté qui ne nous est pas étrangère.

Cinéma riche de sa diversité, il s'affirme de plus en plus sur la scène internationale; Alejandro Iñárritu s'imposera comme un tout grand dès sa première réalisation, *Amores perros* (Amour chienne, 2000). Film au scénario



Cidade de Deus, Fernando Meirelles

et aux images intransigeants, ce réalisateur choisira de montrer que le destin humain n'a pas forcément un sens, au moyen d'une histoire somme toute banale : à travers trois tranches de vie, Iñárritu dépeint la difficulté de choisir une ligne de vie, et de s'y tenir. Le pessimisme dont il saupoudre le film doit être ancré en lui, puisqu'il en remettra une couche dans *21 Grams* (21 Grammes, 2003), dont le titre fait référence, simplement, au poids supposé que le corps perdrait lors du trépas. Dérangeant, Iñárritu bouscule le spectateur, le met mal à l'aise; le confronte à des questions souvent refoulées; il faut réserver ses films à des journées où le moral est au beau fixe.

Alejandro Amenábar est un autre cinéaste qui vaut le détour. Reconnu avec *Abre los ojos* (Ouvre les yeux, 1997), il semble vouloir se spécialiser dans le thriller hitchcockien. Sous la forme d'un flash back, un ancien coureur de jupons raconte à son psy comment un accident va le défigurer, et des choses étranges et effrayantes vont commencer à se produire. Angoissant à souhait, son film suivant, *The Others* (Les autres, 2001), sera beaucoup moins prenant; sorte de *Sixième Sens* raté, la prestation de Nicole Kidman permettra de remplir les salles, mais certainement pas d'effrayer le spectateur.

L'humanité du cinéma sud-américain s'exprime aussi à travers des histoires plus légères, heureusement. Premier réalisateur présenté à ne pas avoir pour prénom Alejandro, Alfonso Cuarón est aussi le premier à raconter des histoires d'amour. Entre scènes cocasses et situations sensuelles, il filme dans *Y tu mamá también* (Et... ta mère aussi !, 2001) le périple mexicain de deux amis à peine sortis de l'adolescence, dont la rencontre avec une femme les transforme en jeunes chiens fous, sur fond d'initiation aux arts de l'amour. Conte archi-classique, le panache et l'intérêt du film résident dans son humour, mais aussi dans cette proximité, cette identification aux protagonistes. Et si l'histoire est classique, la fin

réserve des surprises en cascades... car décidément, les Sud-américains ne font pas les choses comme les autres. A noter un autre film de Cuarón (mais plus commercial), le film qui l'a réellement mis sur le devant de la scène : *Great Expectations* (De grandes espérances, 1998), une adaptation du roman éponyme de Dickens, où il se paye le luxe de diriger un monstre sacré comme De Niro, ou même l'exceptionnel Ethan Hawke (Le cercle des poètes disparus, *Gattaca*, etc.). Il signera là une adaptation terne, sans vraiment beaucoup se mouiller, manquant d'inspiration. Espérons d'ailleurs que le

conformisme ne va pas brider ce réalisateur très prometteur, car il en remettra une couche avec *Harry Potter and the Prisoner of Azkaban* (2004). Son prochain projet, *México 1968*, basé sur la révolte estudiantine de cette sombre année, pourrait nous rassurer.

Dans un genre encore différent, *Nueve Reinas* (Les neuf reines, 2000), un film qui peut être une initiation sans risques au cinéma latino-américain, mérite une mention. Pour son premier film, l'Argentin Fabián Bielinsky s'est mit en tête de nous bluffer jusqu'au bout, de jouer avec les schémas classiques du film policier/arnaqueur, un peu à la manière d'un *Usual Suspect*. En pleine crise

argentine, deux roublards vont se rencontrer, et s'apercevoir que leurs différentes expériences du vol les rend plus complémentaires qu'opposés. Ensemble, ils vont monter un «dernier coup», qui leur permettrait de se retirer. Là où cela devient intéressant, c'est qu'une multitude de petites histoires se greffent sur la trame principale, et que le dénouement du climax sera tout sauf prévisible. A voir absolument, ne serait-ce que pour rire de sa propre naïveté.

S'il est impossible de viser l'exhaustivité du cinéma sud-américain dans un article (quand bien même serait-il plus long), il est au moins nécessaire de sortir de l'Amérique «espagnole». Le choix d'un des plus grands réalisateurs brésiliens contemporains, Fernando Meirelles, s'impose d'office, tant sa maîtrise de la caméra atteint des sommets. Dans *Cidade de Deus* (La cité de Dieu, 2002), c'est l'univers des favelas qui est en toile de fond, avec des enfants qui sont tous plus malicieux les uns que les autres pour se sortir de la misère. Certains choisiront la violence, mais le film se focalisera sur un même qui se révèle à travers la photo, faits tirés d'une histoire vraie. Il s'agira pour lui de prendre des photos chocs, des

photos qui augmenteront les tirages, et c'est presque par hasard qu'il va pouvoir marquer ses pellicules argentiques de scènes ahurissantes. Parfois violent, ce film ne manque toutefois pas d'une très grande finesse.

Si beaucoup de parallèles peuvent être tirés entre le cinéma sud-américain et le cinéma espagnol, ce dernier n'en possède pas la même richesse. La filiation a été dépassée, et c'est l'exploration d'un monde cinématographique totalement nouveau qui s'ouvre, pour peu que le spectateur ose prendre des risques. Cette humanité, qui revient à répétition, dépasse le simple cadre gentillet et bon enfant auquel on est habitué, et cela sans tomber dans le métaphysique. La meilleure chose à faire est d'enfiler son scaphandre, de plonger sans réfléchir dans cet océan de sensations qui nous viennent de pays ensoleillés; très rapidement, on se rend compte que l'on a plus besoin de scaphandre.

J.-C. Vignoli

LA CHRONIQUE CULINAIRE STELLAIRE

Avis aux «privé(e)s» de l'été !

Non pas ceux privés d'été, bien sûr, puisque le soleil genevois fut bien capricieux cette année. Non. Plutôt ceux dont l'état calorifique du monde a inspiré une restriction radicale, du côté des matières grasses et autres friandises, pour répondre, non pas aux lois du marché (quoique...) mais à celles de la mode !

Cependant, messieurs-dames, il est grand temps de renflouer vos poignées d'amour afin d'assurer un minimum de confort et de chaleur à vos conjoints durant les longues et froides soirées hivernales. Pour ceux ou celles dont la moitié d'orange n'est pas pressée de montrer le bout de son nez, rien de tel qu'un peu de magnésium chocolaté et surtout d'un grand moment de plaisir partagé entre amis pour prévenir les dépressions saisonnières (gâteau anti-orage sur tous les points de vue !).

Alors, à vos fourneaux, casseroles, saladier et cuisines embaumées de chocolat ! Libérez-vous de vos complexes estivaux et honorez les recettes de nos grand-mères en cuisinant ce bon gâteau.

Dans un saladier, mélangez 120 grammes de beurre ramolli (sortez le simplement du réfrigérateur un moment avant et coupez-le en morceaux, il se ramollira plus rapidement), 120 grammes de sucre, ajoutez 2 œufs entiers et 2 jaunes d'œufs. Travaillez le tout jusqu'à ce que le

mélange blanchisse. Ajoutez 100 grammes de chocolat noir râpé.

Dans un autre bol : 2 blancs d'œufs, 1 pincée de sel, 1 pointe de couteau de poudre à lever. Montez le tout en neige. Après 2 minutes, ajoutez 2 cuillères à soupe de sucre. Fouettez encore un peu.

Prenez votre saladier d'origine, ajoutez-y délicatement les blancs montés en neige alternativement avec 125 grammes d'amandes hachées (ou noix, noisettes,...suivant vos envies : surtout, ne jamais se sentir frustré !) et 2 cuillères à soupe de farine.

Lorsque tous les ingrédients sont bien amalgamés, versez le mélange dans un moule préalablement beurré et fariné. Enfouissez dans le four préchauffé à 180°. Faites une sieste de 30 minutes. C'est prêt !

Un gâteau fondant au chocolat avec lequel vous pourrez épater la galerie (laissez libre cours à votre fantaisie pour la décoration) ou tout simplement déguster entre amis (prévoir un nombre restreint si appétit, ou gourmandise, gargantuesque !) Un gâteau au chocolat dont vous retrouverez la recette page 74 du livre des gâteaux de Betty Bossi !

Camille Perret

LA GROSDURATTITUDE

Quelle femme n'a jamais rêvé de se retrouver au bras d'un type imposant le respect d'un seul regard, sûr de sa virilité et de sa force ? Quel homme n'a jamais rêvé d'être ce genre de type, dont la seule évocation du prénom fait vibrer à l'unisson des hordes de femmes ? Penchons-nous sur la grosdurattitude.

L'individu « gros dur » est un phénomène en soi ; difficile de le rattacher à une quelconque étude psychologique ou sociologique, il est au-dessus des basses préoccupations humaines. Il se focalise avant tout sur lui-même, son apparence, mais n'est pas pour autant exactement tourné vers l'introspection : les sentiments, ça ne l'intéresse pas.

L'avantage de correspondre aux canons du « gros dur », outre la reconnaissance de la gente féminine et le respect du giron mâle, c'est la simplification de la vie : pas un problème qui ne se résolve à coup de menaces ou à coup de... poings. Pas besoin de réciter Baudelaire pour être un tombeur, il suffit de monter les manches au-dessus du biceps, en accompagnant le mouvement d'un rictus en forme de poisson-chat au bout des lèvres.

Beaucoup de personnes, attirées par l'aura qui rayonne autour du « gros dur », ont tenté de le devenir elles-mêmes : combien y sont vraiment arrivées ? Combien d'Harley Davidson délaissées à l'abandon sur un trottoir, par manque de pratique, combien ont laissé exploser leurs sentiments et déclaré leur flamme à l'être convoité, dévoilant ainsi toute sa sensiblerie ? Essayons de faire un tour d'horizon, et de comprendre ce qu'est exactement ce mythe des temps modernes, le « gros dur ».

La datation de l'émergence du phénomène est une entreprise un peu risquée, tant elle est loin de faire l'unanimité ; certains se plaisent à le faire remonter au moins à James Dean, pour d'autres ce serait Ulysse dans « l'Odyssée ». Au-delà de ce débat de grosdurologues, on s'accorde pour identifier que l'un des accessoires majeurs, à savoir la moto, qui ne prendra sa forme définitive que durant la II^e Guerre mondiale (l'invention originelle de Louis-Guillaume Perreau, le vélocipède à vapeur, ne nous paraît pas être ici pertinente), permettra dès les années 50 une fusion totale entre les hommes peu loquaces et ce véritable objet de culte sur deux roues : durant la même décennie, on assistera donc à l'apparition du nucléaire civil, au traité sino-soviétique, et à l'enfantement du « gros dur ».

En ce qui concerne les signes extérieurs de grosdureté, il convient au lecteur de se poser avant tout lui-même la question : tout le monde a autour de soi des « gros durs », ces individus auxquels on aimerait tant ressembler. Et la bonne nouvelle, c'est que tout le monde, à force d'abnégation et de don de soi, est à même de se transformer en icône vénéré par des cohortes soumises.

Si la force physique est un avantage indéniable, ce n'est pas pour autant une condition *sine qua non* ; on a recensé plus d'une centaine de « gros durs » dans la seule région du Gros de Vaud, qui ne dépassaient pas les soixante kilos tout mouillé. Faire partie de cette élite est donc avant tout un état d'esprit, une volonté de puissance, que ne renierait pas Nietzsche. Le dédain, la superficialité, le sentiment d'appartenance à une caste supérieure ne sont pas des qualités innées, mais elles s'obtiennent bel et bien grâce au travail. Les lecteurs croyant que le Fonzie d'*Happy days* est le résultat d'un savant mélange génétique, devraient suivre une cure accélérée de déniement.

Sans viser la complétude, il nous paraît judicieux ici de donner quelques conseils en vrac aux personnes désireuses d'être immortalisées dans le panthéon des porteurs de blouson en cuir et autres frimeurs. En premier lieu, il est primordial de correctement cultiver le détachement vis-à-vis des simples mortels fréquentés ; ayez constamment à l'esprit que le paraître passe avant l'être, et que vous ne pouvez, à ce titre, être préoccupé par le menu fretin qui vous entoure. Entraînez-vous à grimacer devant votre miroir, cela vous évitera d'être pris au dépourvu le moment fatidique.

Tout aussi important, votre loquacité doit être réduite au strict minimum ; plus vous parlez, plus le risque de sembler humain est grand. Ne tombez pas dans ce piège de débutant, et affichez un faciès reflétant votre assurance inébranlable en réponse à toute question nécessitant l'éruption de plus de huit syllabes. Seule exception : la vantardise. Toute discussion qui n'est pas directement liée à vos exploits (même imaginaires) n'est que logorrhée.

Et qu'en est-il du matériel, vous demandez-vous frétilant. Rappelez-vous la règle d'or : seule l'apparence compte. Avoir des clés et des gants de moto, que l'on montre ostensiblement, est plus important que la moto elle-même. Avouer à demi-mot que l'on est l'amant d'Adriana Karembeu, compte plus que l'avoir au bout du bras.

Car il ne faut pas perdre de vue l'attribut principal du « gros dur » : la femelle. Elle ne se compte pas dans cet univers, elle se pèse (se souvenir des *Bronzés*) ; on ne lui parle pas, on lui demande de prendre ses affaires le lendemain matin. Ici, mesdames, une prise de conscience doit se faire jour : il n'y a pas d'équivalent féminin de ces hommes qui vous font tant rêver. Essayez de mettre au féminin les termes « gros dur », et admirez le désastre.

Ainsi armés, vous voilà prêts à affronter la guerre totale que nous, tous les mâles, vivons quotidiennement.

A Mario, J.-C. Vignoli

